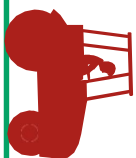


**ACQUIS
2023/2024**



Validés



À confirmer par le vote du PLF et du PLFSS 2025



GRÂCE AUX MOBILISATIONS

JA et la FNSEA ont obtenu



GNR



- La trajectoire d'augmentation de la **taxe sur le GNR** a été abandonnée
- La **détaxation du GNR** s'applique directement en pied de facture dès juillet 2024



Retraites



- La mise en application du calcul de la retraite sur les **25 meilleures années** dès 2026 et la revalorisation des plus petites retraites pour s'aligner sur l'ensemble des salaires.



Installation / Transmission



- Inscription et vote à l'Assemblée nationale d'une **loi d'orientation sur le RGA** Création d'un véritable **accompagnement pouvant garantir une transmission des exploitations agricoles**
- Evolution de l'**accompagnement** pour pouvoir accueillir toutes les personnes souhaitant s'engager dans le secteur agricole
- Instauration d'un diagnostic complet** intégrant les dimensions climatiques, économique et sociale



Métiers en tension

- La **reconnaissance de l'agriculture comme métier en tension** permettant d'éviter le délai de 21 jours avant de pouvoir faire appel à un salarié hors union européenne



Trésorerie



- La **mise en place de prêts à court terme** à taux réduit
- La **mise en place de prêts à moyen terme** (5 à 7 ans) garantis par l'Etat à hauteur de 50%.



TODE



- La **pérennisation du dispositif TODE** au-delà de 2024 avec une augmentation de l'exonération des charges jusqu'à 1,25 smic



Mesures fiscales

- L'**augmentation du seuil d'éligibilité pour le régime du micro-BA** de 91 000 à 120 000€ des recettes hors taxe
- L'**augmentation des plafonds d'exonération des plus-values professionnelles** de 40 % pour atteindre 350 000 € pour l'exonération totale et 450 000 € pour l'exonération partielle
- Le **renforcement du crédit d'impôt remplacement** avec le passage de 14 à 17 jours éligibles et l'augmentation des taux d'exonération



- L'**exonération de 30% de la réintégration de la déduction** pour épargne de précaution (DEP) en cas de sinistre naturel, climatique ou sanitaire
- L'**augmentation du taux d'abattement** de la TFNB de 20 à 30%



Taxes



- La **suppression de la hausse insoutenable des redevances** pour prélèvement d'eau et pour pollution diffuse prévue dans le PLF 2024
- L'**annulation de l'instauration d'une taxe** sur les engrais



ACQUIS SYNDICAUX

2023
2024



GRÂCE AUX MOBILISATIONS

JA et la FNSEA ont obtenu



Prédation



- Deux à trois tireurs autorisés sur les tirs de défense simple contre les loups. Plus d'obligation de suspendre les tirs de défense renforcée dès qu'un spécimen est abattu.
- Assouplissement des réglementations sur l'usage des bombes à poivre contre les ours. Autorisation des lunettes de tirs à visée nocturne pour les lieutenants de loupeterie et l'OFB, et suppression de l'obligation d'éclairage préalable de la cible ;
- Réduction des délais d'intervention des loupeteries à 48h au lieu de 72h.
- Pérennisation des tirs de défense simple pour protéger les troupeaux de bovins d'asins et d'équins sur des territoires déterminés.
- Revalorisation des barèmes d'indemnisation.

Elevage

- L'harmonisation des seuils d'évaluation environnementale pour les volailles, les porcs et les bovins avec les seuils de la directive européenne EIE permettant d'éviter une surtransposition.
- La mise en place d'une mesure permettant la déduction fiscale de 150€ par vache sur la valeur du cheptel bovin, plafonné à 15 000€ par exploitation, pour lutter contre la décapitalisation et accompagner l'augmentation de valeur des stocks.
- Dans la continuité de la déduction élevage, création d'une provision fiscale et sociale en soutien à l'élevage bovin applicable dès 2024

TVA équestre

- L'application du taux réduit de TVA à 5,5% pour les activités des établissements équestres et le droit à déduction de la TVA étendu aux véhicules aménagés pour le transport des chevaux

Apiculture

- Une nouvelle Directive Miel au niveau européen, qui prévoit notamment un étiquetage plus précis de l'origine
- Un plan de crise apicole, comprenant 5 millions d'euros d'aides conjoncturelles et des actions structurelles complémentaires
- Un moratoire d'un an sur les nouvelles règles de densité ONF

Sanitaire

- Un fond d'urgence de 50M€ pour indemniser les pertes liées à la MHE
- Une enveloppe de 11,6M€ pour la prise en charge de 90 % des frais vétérinaires et mortalités.
- La prise en charge progressive de 100% du coût de la vaccination contre la FCO3 et la mise en place d'un fonds d'urgence de 75 millions d'euros pour indemnisation des pertes dues à la FCO3 et la FCO8 en ovin.

Prairies permanentes

Recalcul des ratios 2018 de PP en prenant en compte la baisse de l'élevage
Levée des régimes d'autorisation et d'interdiction en 2024 et en 2025 Dérogations sur les prairies sensibles

Etiquetage

L'obligation d'indiquer l'origine des viandes dans les produits transformés, y compris dans la restauration

ACQUIS SYNDICAUX

2023
2024



GRÂCE AUX MOBILISATIONS

JA et la FNSEA ont obtenu



Viticulture



- Dispositif d'aide à l'arrachage définitif avec 4000€ /HA
- Travail sur un plan d'arrachage temporaire
- Fonds d'urgence de 80 M€ pour les exploitations viticoles les plus en difficultés
- Evolution des PGE vers des prêts bonifiés à 2,5%
- Les débits de boisson et la restauration commerciale, ont l'obligation d'indiquer sur leurs cartes, la provenance des vins et le cas échéant, la dénomination de l'AOC/IGP.



Jachères



La suppression de l'obligation de maintenir 4% de surfaces improductives sur les terres arables jusqu'à 2027
La possibilité de maintenir des jachères de +6 ans en terres arables.



EGALim



- L'augmentation des contrôles sur l'origine France
- Une amende appliquée à 372 établissements et un avertissement à 230 établissements à ce jour L'élaboration en cours d'une nouvelle loi visant à renforcer EGALim



Troubles anormaux du voisinage



L'adoption de la proposition de loi contre les troubles anormaux du voisinage qui garantit une meilleure protection des agriculteurs face aux recours.



Ukraine



- Mesures de sauvegarde si les importations ukrainiennes de volailles, d'œufs, de sucre, d'avoine, de maïs, de gruaux et de miel dépassent la moyenne des quantités importées au deuxième semestre de 2021, en 2022 et en 2023.



Agriculture Bio

Une enveloppe de 15M€ supplémentaires, pour soutenir les agriculteurs de la filière biologique, est venue s'ajouter aux 90 millions d'euros promis par le Ministère au SIA 2024.



Exercice du métier

La réduction des délais de droit commun pour former un recours contre les ICPE agricole et IOTA à 2 mois, contre 4 mois aujourd'hui.



Formation

- Elévation du niveau de formation des futurs agriculteurs en établissant un niveau de référence, le Bachelor Agro



Simplification

- L'instauration du principe de contrôle unique : un contrôle administratif maximum par an et par exploitation.



ACQUIS SYNDICAUX

2023
2024



GRÂCE AUX MOBILISATIONS

JA et la FNSEA ont obtenu



Entretien des fossés



- Une **simplification par décret des curages** ponctuels
- Un **recours massif à la procédure d'urgence** dans les territoires touchés par de fortes inondations



Protection des cultures



- **Abandon du projet de règlement européen** sur l'utilisation durable des produits phytosanitaires
- **Réautorisation du glyphosate** pour 10 ans
- **Engagement de supprimer le conseil stratégique phyto**
- Un **plan de 146 millions €/an** pour la recherche et le développement des alternatives
- Un **Comité des solutions pour obtenir des autorisations de mise sur le marché** similaires à nos voisins pour les usages prioritaires
- Un **nouvel Ecophyto** intégrant le principe "pas d'interdiction sans solution", un changement d'indicateurs et la suppression de nouveaux zonages
- La **suppression du registre centralisé sur les utilisations de produits phytosanitaires**
- L'**application d'une clause miroir** suspendant au niveau européen toutes les importations ou mises sur le marché de produit traités au thiaclopride.



Stockage de l'eau



- **Stabilisation des prélèvements pour l'agriculture** (et non baisse de 10 % d'ici 2030 comme pour les autres secteurs)
- **Modification de l'arrêté « plan d'eau »** pour faciliter la construction de retenues lorsque l'impact sur une zone humide est inférieur à 1ha
- **Planification des investissements avec 100 projets hydrauliques** identifiés pour les finaliser d'ici fin 2024,
- **20M€ pour 48 projets d'hydraulique Agricole**
- **20 M€ d'aide à l'investissement dans des matériels de goutte à goutte**



Economie circulaire



- Le **renouvellement de l'accord-cadre volontaire** entre Adivalor (structure gérant les déchets de l'agrofourmure) et le ministère de la Transition écologique.
- La **mise en œuvre des nouvelles modalités de collecte des pneus d'ensilage**, dont les coûts sont pris en charge par les producteurs de pneus.



Plannification écologique



- **430 M€**, principalement issus de France Nation Verte, **pour financer l'innovation** au profit d'exploitations agricoles viables et productives.



Agrivoltaïsme



- **Encadrement de l'agrivoltaïsme et du photovoltaïque au sol** dans la loi et précisé par des décrets
- **Instauration d'une limite de perte de rendements à 10 %** afin de protéger la souveraineté alimentaire.
- **Primauté de la production alimentaire** : le photovoltaïque sans production agricole n'est plus possible (sauf terres incultes ou non exploitées depuis +de 10 ans).



Certification carbone européenne



- **Nouveau système de labellisation européen** qui permettra de valoriser le carbone et d'améliorer les revenus des agriculteurs
- **Prise en compte des actions de réduction d'émissions agricoles.**



ACQUIS SYNDICAUX

2023
2024





ACQUIS SYNDICAUX

